



Veille mensuelle sur la situation économique et financière de l'Autriche

© DG Trésor

juin 2019

Un Parlement très actif en amont des élections législatives anticipées du 29 septembre

Dans le contexte du gouvernement technique de transition, et affranchies de toute discipline de coalition, les fractions politiques ont retrouvé leur liberté d'action et ont profité de la dernière session parlementaire des 2 et 3 juillet pour adopter une série de mesures, selon des majorités à géométrie variable.

La plus emblématique est l'adoption de l'interdiction de fumer, projet qui avait été bloqué par les populistes du FPÖ dans le cadre de l'accord de coalition avec l'ÖVP et du gouvernement Kurz. Dans le même ordre d'idée, le SPÖ a pu faire voter avec les voix du FPÖ des NEOS et de la liste JETZT l'interdiction totale du glyphosate sur le territoire autrichien, mais dont la conformité au droit communautaire pose question. Une majorité des deux tiers des députés s'est également prononcée pour un amendement constitutionnel en faveur de la gestion publique de l'eau.

Dans le domaine économique et social, les députés ont repris à leur compte de nombreuses mesures déposées par l'ancien gouvernement ou des amendements de l'opposition. Ainsi ÖVP et FPÖ ont voté l'allègement des cotisations salariales maladies pour les bas salaires et retraites dès 2020- première étape de la réforme fiscale présentée en mai ; de même la retraite-plancher pour les personnes ayant cotisé 40 ans qui figurait dans le programme ÖVP-FPÖ a été actée. Le régime de congé parental (dont le congé paternité dit Papa-Monat), cher aux sociaux-démocrates mais aussi au FPÖ a été revu à la hausse. Les partis ont également voté à l'unanimité la revalorisation de l'aide personnalisée pour l'autonomie « *Pflegegeld* ». Ils ont aussi adapté les règles de calcul des traitements pour la fonction publique, qui découlaient d'une mise en conformité à une décision de la CJUE.

Le ministère des Finances, qui avait appelé les élus à la responsabilité budgétaire, chiffre l'impact budgétaire à 4,76 Mrd EUR cumulés entre 2020 et 2023, dont 1,1 Mrd EUR de mesures non encore budgétées. Les experts minimisent pour l'instant la portée de ces nouvelles dépenses sur le solde budgétaire, en particulier pour 2020 où le budget fédéral présentait quelques marges.

Le Parlement reprendra ses travaux en septembre avec plusieurs sujets à l'ordre du jour. Outre la réforme fiscale, l'ÖVP, FPÖ et NEOS ont réintroduit l'idée d'un frein à la dette à valeur constitutionnelle. Les sujets environnementaux devraient également être en bonne place (dont un projet de loi sur l'urgence climatique). La rentrée parlementaire s'annonce donc animée en perspective des élections du 29 septembre !



Situation économique et financière	2
□ Evolution des indicateurs et prévisions	2
• Tassement modéré de la croissance en Autriche	2
• L'IPCH reste contenu à +1,7 % en mai 2019	3
• Secteur manufacturier : un CA en hausse de 7,9 % au premier trimestre	4
• L'Autriche profite des taux d'intérêt bas et augmente son obligation à cent ans émise en 2017	4
□ Echanges	4
• Les investissements dans les PECO-UE et dans les Balkans occidentaux restent robustes	4
• Record pour les projets d'investissement autrichiens à l'étranger	5
Politique économique et sociale	5
• La valeur des participations de l'Etat gérées par l'ÖBAG a atteint 22,4 Mrd EUR	5
□ Questions sociales	6
• De nombreuses avancées sociales dans le cadre de la campagne électorale	6
Questions sectorielles	6
□ Services financiers	6
• La bourse de Vienne est de retour sur le chemin de la croissance	6
□ Energie et environnement	7
• La Commission demande à l'Autriche de préciser et budgéter sa stratégie climatique et énergétique 2030	7
□ Industrie	7
• Do&Co renforce ses activités de traiteur pour lignes aériennes en Grande-Bretagne	7
• Voestalpine : Chute du bénéfice au moment du départ de son CEO	8
□ Transports	8
• Le péage autoroutier allemand jugé contraire au droit de l'Union européenne	8
□ Agriculture	9
• L'Autriche, premier pays européen à renoncer au glyphosate	9
Relations bilatérales	9
• Le groupe familial Peugeot prend une participation dans SIGNA Prime Selection	9
• Signa Sports reprend Tennispro en Alsace	9
Annexe	10

[Haut du document](#)

Situation économique et financière

Evolution des indicateurs et prévisions

Tassement modéré de la croissance en Autriche

La Banque nationale d'Autriche (OeNB) a révisé début juin ses prévisions macroéconomiques à court et moyen terme. Impactée par le ralentissement de la conjoncture internationale, la croissance en Autriche s'en trouvera freinée, malgré la demande domestique, toujours dynamique, qui compensera partiellement le repli. Ainsi par rapport à la prévision de décembre 2018, la banque centrale a revu à la baisse de 0,5 point son estimation pour 2019, désormais à 1,5 %. Pour 2020 et 2021, elle attend un très léger rebond de la hausse du PIB de 1,6 %, en baisse de 0,3 point pour 2020 et de 0,1 point pour 2021. Tenant compte de la situation politique inédite, la banque centrale n'a pris en compte pour ses prévisions que les mesures déjà adoptées, faisant abstraction des différents aménagements annoncés par le gouvernement précédent dans le cadre de la réforme fiscale.



Ainsi, sous ce postulat, le solde budgétaire devrait atteindre +0,5 % en 2021, l'endettement public, atteignant 73,8 % fin 2018, devrait se résorber à 65,3 % jusqu'en 2021. Pour la seconde fois depuis 1974, l'Autriche devrait connaître en 2019 un solde budgétaire positif, atteignant 0,3 % du PIB. Affecté par le ralentissement conjoncturel en Chine et en Asie, mais également par les incertitudes quant à l'issue du Brexit et de la bataille commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, le commerce extérieur perd de sa vigueur en 2019, les exportations ne devraient croître que de 2,0 % pour rebondir plus largement jusqu'en 2021 à +3,4 %. Autant le franc ralentissement de la croissance en Allemagne, principal partenaire commercial de l'Autriche, que les difficultés que connaît actuellement l'économie italienne impactent les exportations autrichiennes. Cet effet est toutefois en partie compensé par une hausse des exportations vers les PECO. Grâce aux solides revalorisations salariales de fin 2018 et l'entrée en vigueur de la réduction fiscale de 1500 EUR par enfant mineur à charge, la consommation des ménages reste soutenue et progresserait en 2019 de 1,6 % pour se tasser à 1,4 % et 1,3 % en 2020 et 2021. Le taux d'épargne devrait atteindre 7,6 % en 2019 pour se replier à 7,2 % à l'horizon 2021. Du côté des investissements, la demande domestique reste portée par le secteur du BTP, grâce à la construction de nombreux logements (+3,2 % en 2018, +4,2 % en 2019, +2,9 % en 2020 et +1,8 % en 2021) quand l'investissement dans l'appareil productif continue de décélérer (+3,7 % en 2018, +2,1 % en 2019, +1,6 % en 2020, +1,9 % en 2021). Dans sa globalité, la croissance de l'investissement devrait selon l'OeNB atteindre 2,7 % en 2019, pour ralentir à 1,9 % en 2020 et 1,8 % en 2021. Le chômage qui s'est fixé à 4,9 % en 2018 devrait poursuivre sa tendance baissière pour n'atteindre que 4,7 % pour les deux années sous revue. L'inflation (IPCH) devrait rester contenue à 1,7 %, après avoir atteint 2,0 % en 2018 selon *Statistik Austria* (pour le FMI, 2,1 %). Dans leurs prévisions du 2^{ème} trimestre 2019, les instituts de conjoncture Wifo (*Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung*) et IHS (*Institut für höhere Studien*) ont maintenu leur perspectives de croissance à court terme : 2019 devrait connaître une progression du PIB entre 1,5 % (IHS) et 1,7 % (Wifo) et pour 2020, le PIB pourrait croître de 1,5 % (Wifo) à 1,6 % (IHS). Le chômage a atteint selon eux son plus faible taux et ne devrait plus se rétracter en-deçà de 4,6 % au cours des années sous revue.

**L'IPCH reste
contenu à +1,7 %
en mai 2019**

Avec une progression de 1,7 % en mai, la hausse des prix en Autriche reste supérieure à la moyenne européenne et de la zone euro (+1,2 %). Sur les 12 derniers mois, les prix restent ainsi largement supérieurs à ceux affichés en Allemagne ou en France. Comme à l'accoutumée, ce sont les dépenses pour le logement et le tourisme qui restent le facteur principal de la hausse des prix. Les loyers ont continué de progresser en mai de 3,3 %, les frais d'entretien du logement de 3,0 % en moyenne. Les sources d'énergie pour le logement étaient en hausse de 3,3 %, notamment en raison des prix de l'électricité (+3,9 %). Dans le secteur du tourisme, les prix de l'hôtellerie ont progressé de 2,9 % quand ceux de la restauration s'inscrivaient en hausse de 2,7 %. Les produits alimentaires et les boissons non alcoolisés ont augmenté en mai de 1,0 %, portés par les légumes (+5,5 %), le poisson (+7,0 %). En revanche, les prix des fruits ont baissé de 7,2 %. Les prix des loisirs et de la culture étaient en progression de 1,1 %, ceux des transports ont gagné 0,8 %. La plus forte baisse est enregistrée de nouveau dans le secteur des communications, avec un repli de 1,4 % ; la téléphonie mobile affichait un recul de 3,8 % en glissement annuel. Toutefois,



selon *eurostat*, si les prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées étaient en 2018 en Autriche 25 % plus élevés que la moyenne de l'UE, classant ainsi le pays alpin à la deuxième position derrière le Danemark et ex-aequo avec le Luxembourg, le tabac coûte 11 % de moins que la moyenne européenne et le prix des boissons alcoolisées se situe dans la moyenne européenne. Le pain et les produits à base de céréales restent 35 % plus chers que la moyenne européenne. Quant à la viande, l'Autriche reste le pays le plus cher de l'UE, avec des prix supérieurs de 46 % à la moyenne européenne.

**Secteur
manufacturier :
un CA en hausse
de 7,9 % au
premier trimestre**

Selon *Statistik Austria*, fin mars, les quelques 65 889 entreprises du secteur productif, regroupant le secteur manufacturier et la construction, qui emploient près d'un million de salariés (en hausse de 3,2 %) ont généré un chiffre d'affaires de 73,9 Mrd EUR, en hausse de 7,9 %. Corrigée des effets de calendrier, cette progression atteint 9 % en glissement annuel. Le secteur de la construction, fort de ses 35 900 entreprises, a à lui seul dégagé un CA de 9,5 Mrd EUR, (+12,3 % en données cjo/cvs). Dans le secteur manufacturier, la plus forte augmentation du CA est enregistrée dans l'approvisionnement énergétique avec un gain de 14,4 % en glissement annuel, suivie de la distribution de l'eau et l'économie circulaire (+13,7 %). La production de biens, y compris l'industrie extractive, n'a progressé au 1^{er} trimestre que de 5,5 % mais a généré un CA de 49,7 Mrd EUR. La Haute-Autriche reste le creuset industriel de l'Autriche avec une part de 23,3 % du total de la production, suivie de Vienne (19,5 %), de la Basse-Autriche (15,9 %) et de la Styrie (15,4 %).

**L'Autriche
profite des taux
d'intérêt bas et
augmente son
obligation à cent
ans émise en 2017**

La politique monétaire expansionniste menée par la Banque centrale européenne (BCE) depuis mars 2015 incite les gouvernements à allonger la durée de vie moyenne de leur dette. Ainsi, en 2017 le ministère des Finances avait fait adopter au Parlement un amendement visant à relever la limite de durée fixée jusqu'ici à 70 ans, à 100 ans, afin de pouvoir profiter des taux d'intérêt particulièrement bas. En septembre 2017, l'Autriche avait émis des titres à échéance 2117, pour 3,5 Mrd EUR (sursouscrits à hauteur de 11 Mrd EUR). Après plusieurs augmentations au cours de l'année 2018, l'obligation à cent ans vient d'être augmentée au mois de juin 2019 de 1,25 Mrd EUR portant le volume total de l'émission à 5,8 Mrd EUR ce qui, selon l'agence de financement de l'Etat (ÖBFA, *Österreichische Bundesfinanzierungsagentur*), sera la dernière opération en la matière. Parallèlement, l'Autriche a émis une obligation à cinq ans à hauteur de 3,25 Mrd EUR dotée d'un taux d'intérêt négatif de -0,44 %. Au mois de juin, le rendement des obligations à 10 ans émises par l'Autriche est devenu négatif avec -0,05 % contre la moyenne de longs termes de 6 %.

Echanges

**Les
investissements
dans les PECO-
UE et dans les
Balkans
occidentaux
restent robustes**

Les stocks d'IDE autrichiens dans les PECO-UE s'élevait à 59,6 Mrd EUR en 2017 contre 62,7 Mrd EUR en 2012 selon le rapport annuel de l'institut autrichien de prospective statistique spécialisé dans les pays de l'Est (*wiiw, Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche*). Dans les Balkans occidentaux, le volume augmente de 5 Mrd EUR en 2012 à 6,1 Mrd EUR en 2017. En part, la présence autrichienne a décliné, reculant de 11 % à 9 % des stocks dans les PECO-UE et de 15 % à 11 % dans les Balkans de l'ouest. Malgré cette baisse en part de marché, l'Autriche maintient une présence forte dans cette région. En stocks, l'Autriche demeure en 1^{ère} place des investisseurs en Slovaquie et Croatie



et en 2^{ème} place en Bulgarie et en Slovaquie et se situe en 3^{ème} position à l'échelle de la région derrière les Pays-Bas et l'Allemagne. Dans les Balkans de l'ouest, l'Autriche est en 2^{ème} position derrière les Pays-Bas. Le pays alpin conserve par ailleurs une position préférentielle en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine du Nord, où il est le principal investisseur. Surtout, selon le rapport du wiiw, l'analyse des investissements finaux offre une vision plus proche de la réalité pour l'Autriche. Ces investissements finaux mettent en lumière l'origine réelle des flux, avant l'intermédiation financière jouée par des pays comme les Pays-Bas ou le Luxembourg qui gonflent artificiellement leur rang. Ainsi, parmi les flux d'IDE finaux dans les économies les plus importantes des PECO-UE, l'Autriche se classe à la 2^{ème} place en République Tchèque (11,8 Mrd EUR) derrière l'Allemagne, à la 7^{ème} place en Pologne devant les Pays-Bas (7,3 Mrd EUR) et à la 3^{ème} place en Hongrie derrière l'Allemagne et les Etats-Unis (6 Mrd EUR).

**Record pour les
projets
d'investissement
autrichiens à
l'étranger**

Selon le rapport annuel du cabinet d'audit EY portant sur l'attractivité de l'Europe vis-à-vis des investisseurs étrangers, les projets d'investissement des entreprises autrichiennes atteignent en 2018 un niveau record, soit 145 projets (+4 %) créant environ 5 000 emplois. Les entreprises autrichiennes ont investi en grande majorité en Allemagne (47 projets). En sens inverse, le nombre des projets d'investissement étrangers en Autriche stagne à 40 contre 64 nouveaux projets il y dix ans. Ce déséquilibre est notamment dû à l'Allemagne avec seulement 18 projets d'investissement en Autriche. Les investissements en Autriche se sont concentrés principalement dans la distribution et le marketing (14). Les investissements dans la production, par contre, sont en forte baisse pour se limiter à 7 projets.

[Haut du document](#)

Politique économique et sociale

**La valeur des
participations de
l'Etat gérées par
l'ÖBAG a atteint
22,4 Mrd EUR**

La holding des participations de l'Etat *ÖBAG (Österreichische Beteiligungs AG)* placée sous la tutelle directe du ministre des Finances (BMF) avait été transformée en S.A. en février 2019 pour renforcer l'influence du ministère dans les entreprises publiques, par désignation d'un représentant au conseil de surveillance. Ancien secrétaire général du BMF et directeur de cabinet du ministre des Finances de l'époque, M. Hartwig Löger, M. Thomas Schmid est devenu en mars 2019 le directeur de l'ÖBAG. Par ce changement juridique, il siège désormais au sein des conseils de surveillance des participations détenues par ÖBAG, à savoir : i) l'entreprise pétrolière et gazière *OMV* (31,50 % du capital social, CA : 23 Mrd EUR, 20 000 employés), ii) *Telekom Austria* (28,42 %, CA : 4,5 Mrd EUR, 18 000 employés), iii) *Post AG* (52,85 %, CA : 2 Mrd EUR, 20 600 employés), iv) *Casinos Austria* (33,24 %, CA : 4,5 Mrd EUR, 3 400 employés). De plus, la société de la gestion des biens immobiliers de l'Etat *BIG (Bundesimmobiliengesellschaft)* est entrée dans le portefeuille, avec un CA d' 1 Mrd EUR et 900 employés. En revanche, la participation de l'Etat à l'énergéticien public principal du pays *Verbund*, à hauteur de 51 % reste directement rattachée au ministère des Finances, les parts du ministère étant gérées par ÖBAG. La valeur totale des participations de l'ÖBAG, y compris celles de *Verbund*, s'élève ainsi à 22,4 Mrd EUR. Les dividendes versés à l'Etat par les participations gérées par ÖBAG en 2019 atteignent 573 MEUR contre 278 MEUR l'année précédente dont 200 MEUR pour *BIG*, 180 MEUR pour *OMV*, 74 MEUR pour *Verbund*, 74 MEUR pour *Post AG*,



39,3 MEUR pour *Telekom Austria* et 5 MEUR pour *Casinos Austria*. A noter qu'à part les entreprises gérées par ÖBAG, les participations de l'Etat autrichien compte plus de 100 entités.

Questions sociales

De nombreuses avancées sociales dans le cadre de la campagne électorale

Les deux dernière sessions parlementaires avant la trêve estivale ont permis d'adopter en chambre basse du Parlement de nombreuses mesures à caractère social. En effet, affranchies des contraintes gouvernementales, suite au renversement du gouvernement Kurz par le Parlement le 27 mai et à la formation d'un gouvernement technique chargé d'expédier les affaires courantes, les forces politiques au Parlement se sont emparées de cette situation pour avancer leurs projets, en formant des majorités de circonstance. C'est ainsi qu'a été adoptée la revalorisation des montants de l'aide personnalisée d'autonomie qui comprend actuellement 7 seuils. Les montants mensuels varient de 157,30 EUR (pour un besoin mensuel compris entre 65 de 95 heures) à 1688,90 EUR nets (sous conditions et au-delà de 180 heures/mois). Par ailleurs, sujet cher aux sociaux-démocrates du SPÖ, le droit légal à un congé paternité, de 28 jours consécutifs à la naissance d'un enfant, vient d'être accordé aux pères alors que, jusqu'à présent, seuls les fonctionnaires pouvaient y prétendre. Dès le 1^{er} septembre 2019, ce congé sera indemnisé à hauteur de 700 EUR par mois. Conformément au programme de coalition de l'ancien gouvernement, l'instauration d'une retraite-plancher à 1200 EUR/mois nets pour 40 ans de cotisations a été votée. Pour se mettre en conformité avec le droit communautaire, le Parlement autrichien a également adopté une meilleure prise en compte des services antérieurs pour tout recrutement dans la Fonction publique. Enfin, les périodes passées en congé parental seront dans la limite de 24 mois prises en compte dans le déroulement de carrière, autant pour l'avancement que dans le cadre des droits à congés ou des délais de protection contre le licenciement, ce qui devrait profiter à plus de 100 000 femmes hors convention collective.

[Haut du document](#)

Questions sectorielles

Services financiers

La bourse de Vienne est de retour sur le chemin de la croissance

Après trois années consécutives à la hausse, l'indice ATX avait reculé de 19,2 % au cours de l'année boursière 2018. Au premier semestre 2019, la bourse de Vienne est de retour à la hausse, l'indice ATX progressant de 8,45 %. Si on tient compte des dividendes versés à hauteur de 3,2 Mrd EUR, l'ATX a progressé de 12,17 %. La différence de variations pour les 20 entreprises de l'indice ATX est comprise entre +32 % pour l'équipementier dans le domaine de la production pétrolière *Schoeller-Bleckmann* et -18 % pour le spécialiste des installations industrielles *Andritz*. Après *Schoeller-Bleckmann*, les augmentations les plus importantes sont affichées par le groupe immobilier *S Immo* (+30 %), l'énergéticien *Verbund* (25 %) et le spécialiste de fibres en cellulose *Lenzing* (22 %). Des performances négatives ont été également enregistrées par la banque *RBI* (-8 %), l'équipementier aéronautique *FACC* (-6 %) et le fabricant de semi-conducteurs *AT&S* (-3 %). Dans un contexte global incertain, le volume des transactions à la bourse de Vienne s'est élevé à 31,6 Mrd EUR, soit une baisse de 14,6 %.



Energie et environnement

La Commission demande à l'Autriche de préciser et budgéter sa stratégie climatique et énergétique 2030

La Commission a publié ses recommandations pour l'Autriche concernant la politique énergétique et climatique autrichienne à horizon 2030. Dans le cadre de ses obligations européennes, l'Autriche doit préciser les moyens pour atteindre les objectifs européens 2030, à savoir (i) la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) non soumis au marché du carbone européen, l'Emissions Trading System (ETS) à 36 % par rapport à 2005, (ii) l'augmentation de la part des énergies renouvelables (EnR) dans la consommation d'énergie brute finale à 32 % et (iii) l'atteinte de l'objectif d'efficacité énergétique de 32,5 %. Dans sa stratégie, l'Autriche a fait le choix de se fixer les objectifs suivants : (i) 100 % de consommation électrique en EnR, (ii) porter à 45 % - 50 % la part des EnR dans la consommation brute finale d'énergie, (iii) 25 % à 30 % d'efficacité par rapport à 2015. En synthèse, la Commission demande à l'Autriche de préciser les moyens globaux à mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs, notamment dans le secteur du bâtiment et du transport. Elle recommande par ailleurs à l'Autriche d'énoncer précisément ses objectifs pour les EnR et l'efficacité énergétique. La Commission préconise en outre d'élaborer des objectifs clairs de résilience énergétique vis-à-vis des pays tiers ; une clarification concernant les objectifs de recherche, d'innovation et de compétitivité ; la poursuite du travail de coopération de l'Autriche avec ses pays voisins ; l'élaboration d'un plan de sortie des subventions des énergies fossiles ; l'approfondissement du monitoring de qualité de l'air et l'analyse de l'impact social de la stratégie climat et énergie. L'Autriche a maintenant jusqu'au 31 décembre 2019 pour publier une version finale de sa stratégie climat et énergétique pour 2030.

A politique inchangée, l'Autriche devrait manquer ses objectifs européens pour 2020 et 2030 concernant les émissions de GES et l'efficacité énergétique, notamment en raison du transport et du bâtiment. Ainsi pour 2020, si le pays alpin devrait atteindre voire dépasser sa cible pour les EnR (33,5 % d'EnR en 2016, objectif 34 %), AT risque de manquer les objectifs de réduction de CO₂ de 2 points (objectif -16 % par rapport à 2005) et celui de l'efficacité énergétique (32.8 Mtoe en 2017, objectif à 31,5 Mtoe). Cet échec s'explique notamment par l'augmentation constante des émissions du secteur des transports depuis 2014 qui pèsent pour 29 % des émissions de GES, ETS compris, en 2017.

Industrie

Do&Co renforce ses activités de traiteur pour lignes aériennes en Grande-Bretagne

Au cours de l'exercice 2018/19 du 1^{er} avril 2018 au 30 mars 2019, le chiffre d'affaires du restaurateur et traiteur *Do&Co*, (propriétaire depuis 2014 de la société d'épicerie fine *Hédiard*), a diminué de 1,6 % pour atteindre 848 MEUR après un recul de 5,7 % pour l'exercice précédent. Ce développement négatif s'explique par les effets de change négatifs de la lire turque et par la fin du contrat de catering avec l'opérateur ferroviaire ÖBB. En revanche, le résultat net du groupe a atteint 26 MEUR soit une augmentation de 8,3 %. Le segment « *Airline Catering* » qui représente plus de 70 % du CA affiche une hausse de 4,2 %. Le groupe a remporté en septembre 2018 le contrat de catering avec *British Airways* pour tous les vols courts et long-courriers décollant depuis London Heathrow à partir du printemps 2020. L'entreprise est cotée à la bourse de Vienne où l'action a gagné 42 % au cours de l'exercice et à la bourse d'Istanbul où elle a enregistré un gain de 86 %.



Voestalpine : Chute du bénéfice au moment du départ de son CEO

Annoncé en juin 2018, le CEO du sidérurgiste *voestalpine* M. Wolfgang Eder quittera ses fonctions en juillet 2019 après 15 ans à la tête du groupe. Lors de sa dernière conférence de presse, il a annoncé un chiffre d'affaires record pour l'exercice 2018/19 à hauteur de 13,6 Mrd EUR (+5 %). Malgré ce CA record, le bénéfice net de *voestalpine* a chuté de 44 % pour atteindre 458 MEUR après 825 MEUR pour l'exercice 2017/18. Cette baisse s'explique notamment par un arrêt de production de 3 mois et demi pour maintenance du fourneau principal sur le siège à Linz, Haute-Autriche. M. Herbert Eibensteiner succèdera à M. Eder. Il a intégré le groupe il y a 30 ans et était dernièrement à la tête de la filière de l'acier.

Transports

Le péage autoroutier allemand jugé contraire au droit de l'Union européenne

En octobre 2017, le gouvernement autrichien a déposé devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) la plainte qu'il avait préparée de longue date contre un projet controversé de péage automobile sur les autoroutes allemandes, jugé discriminatoire. Le ministre des Transports de l'époque, M. Jörg Leichtfried (social-démocrate), a jugé ce péage comme une discrimination indirecte en fonction de la nationalité, ce qui serait contraire au droit européen. Il a avancé que le produit de ce péage proviendrait exclusivement des automobilistes étrangers, les automobilistes allemands bénéficiant d'une réduction égale au montant du péage lors du paiement de la taxe automobile annuelle. En juin 2019, la CJUE a tranché que le péage autoroutier qu'a prévu de mettre en place l'Allemagne est en effet contraire au droit européen. Les juges ont ainsi donné raison à l'Autriche, soutenue dans cette affaire par les Pays-Bas. Etant donné que les propriétaires et conducteurs de véhicules immatriculés en Allemagne bénéficieraient d'une exonération d'un montant au moins égal à une autre taxe, la redevance allemande constitue une discrimination indirecte en raison de la nationalité et une violation des principes de la libre circulation des marchandises et de la libre prestation des services, a estimé la Cour. De plus, elle a souligné que ces mesures sont susceptibles d'entraver l'accès au marché allemand des produits en provenance d'autres Etats membres, ainsi que l'accès des prestataires et des destinataires de services provenant d'un autre Etat membre. Le nouveau ministre des Transports, M. Andreas Reichhardt, a salué cette décision qu'il qualifie de signal fort pour une Europe plus juste. Dès publication de l'arrêt de la CJUE, l'Allemagne a résilié les deux contrats conclus l'année dernière avec les opérateurs de péage, la société autrichienne *Kapsch TrafficCom* et la société allemande *CTS Eventim*. Selon le CEO de *Kapsch TrafficCom*, M. Georg Kapsch, l'impact financier serait minimisé pour sa société par des clauses *ad hoc*, estimant que les coûts déjà engagés seraient couverts. Par ailleurs, la région du Tyrol a mis en œuvre pour l'été l'interdiction faite aux véhicules qui transitent par l'Autriche d'emprunter le réseau des routes secondaires pendant les weekends. Cette mesure, justifiée par les autorités locales au nom de la sécurité routière et de la santé, oblige les automobilistes de passage à utiliser les autoroutes soumises à la vignette. Seuls les habitants et les vacanciers séjournant dans la région ont toujours le droit de circuler sur ces routes le week-end. Cette décision a provoqué des vives réactions de la part des autorités bavaroises estimant que cette mesure était discriminatoire et contraire à la libre circulation garantie par les traités.



Agriculture

L'Autriche, premier pays européen à renoncer au glyphosate

Le 2 juillet, lors de l'avant-dernière session plénière de la chambre basse du Parlement (*Nationalrat*), les députés autrichiens ont voté massivement, sans les voix des conservateurs, pour une interdiction totale des produits à base de glyphosate, faisant ainsi de la république alpine le premier pays membre de l'Union européenne à prendre une telle décision alors que l'herbicide a bénéficié en novembre 2017 d'une prolongation de son autorisation d'utilisation au niveau communautaire jusqu'en 2022. L'entrée en vigueur est subordonnée au respect de trois conditions, notamment à la notification à la Commission. Lors du vote en 2017, l'Autriche s'était, à l'instar de la France, prononcée pour la non-reconduction comme huit autres Etats-membres. La Chambre fédérale d'agriculture, le syndicat des agriculteurs et le parti conservateur dénoncent une mesure pénalisante pour l'agriculture autrichienne et pointent le risque de non-conformité au droit communautaire d'une interdiction totale. Par ailleurs, une étude émanant de l'université d'agronomie de Vienne et de l'agence nationale de sécurité alimentaire, commandée par l'ancien gouvernement, vient d'être publiée. Ses auteurs concluent que renoncer au glyphosate dans l'agriculture conventionnelle s'avérerait très difficile, faute d'alternatives à ce jour, et générerait des pertes de rendement importantes ainsi qu'une érosion des sols plus importante.

[Haut du document](#)

Relations bilatérales

Le groupe familial Peugeot prend une participation dans SIGNA Prime Selection

La société d'investissement *FFP*, détenue majoritairement par les *Etablissements Peugeot Frères* a acquis 5 % du capital de *SIGNA Prime Selection AG* de l'entrepreneur autrichien René Benko pour 186 MEUR. Le portefeuille de *SIGNA Prime* inclut des propriétés immobilières à Vienne (le *Goldenes Quartier*, la *Postsparkasse*, l'hôtel *Park Hyatt*) ainsi que des immeubles emblématiques en Allemagne tels que les grands magasins *KaDeWe* et *l'Upper West Tower* à Berlin, *Oberpollinger* et *l'Alte Akademie* à Munich. *FFP* participera à la gouvernance de *SIGNA Prime* en étant représentée au Conseil et au Comité d'investissements de la société. Par ce nouvel investissement, *FFP* doublera la valeur de ses actifs immobiliers. Le portefeuille du groupe *FFP* détient notamment des participations dans les sociétés *SEB*, *Safran* et *ORPEA*. Fondée en 2010 par René Benko en tant qu'entité du groupe *SIGNA*, *SIGNA Prime Selection AG* détient près de 11 Mrd EUR d'actifs immobiliers situés dans des emplacements de centres-villes de premier ordre en Allemagne, Autriche et dans le nord de l'Italie. Cette acquisition a été réalisée auprès de son actionnaire majoritaire, *SIGNA Holding GmbH*, présent dans l'immobilier et la distribution (dont les chaînes de grands magasins allemands *Karstadt* et *Kaufhof*).

Signa Sports reprend Tennispro en Alsace

Fin juin, le groupe alsacien *Tennispro* a rendu public son rachat par *Signa Sports* qui fait partie du groupe *Signa* de l'homme d'affaires autrichien René Benko. Outre le « e-commerce », *TennisPro* dispose de 46 boutiques en franchises dans l'hexagone, en Belgique et en Italie. A travers cette acquisition, *Signa Sports* souhaite renforcer la position de sa filiale *Tennis-Point* présente dans l'e-commerce. Présent dans le cyclisme, le tennis, la course à pied et les sports de l'extérieur, *Signa Sports* a réalisé 442 MEUR de chiffre d'affaires lors de son dernier exercice fiscal clôturé en septembre 2018.

[Haut du document](#)



Annexe

Forecast of key economic indicators

	international forecasters						austrian forecasters						
	OECD		IMF		EC		OeNB			WIFO		IHS	
	May 2019		April 2019		May 2019		June 2019			June 2019		June 2019	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2021	2019	2020	2019	2020
Key Results													
Annual change in %													
Real GDP	1,4	1,6	2	1,7	1,5	1,6	1,5	1,6	1,6	1,7	1,5	1,5	1,6
Real private consumption	1,8	1,7	x	x	1,6	1,6	1,6	1,4	1,3	1,7	1,6	1,6	1,5
Real government consumption	0,9	0,5	x	x	0,9	0,7	1,5	1,2	1,1	0,8	0,7	0,8	1
Real gross fixed capital formation	2,4	1,7	x	x	2	1,6	2,7	1,9	1,8	2,3	1,6	2,2	1,5
Real exports	2,3	2,6	2,7	2,6	2,8	3,2	2	2,8	3,4	2,4	2,7	2	2,9
Real imports	1,9	2,5	2,3	2,4	2,9	2,8	2	2,6	3	2,3	2,4	2	2,8
GDP per employee	0,2	0,7	x	x	0,5	1,1	0,2	0,7	0,7	0,5	0,3	0	0,7
GDP deflator	2	1,9	1,7	2	2	1,9	1,5	1,6	1,6	1,7	1,7	1,9	1,8
HICP	1,9	2	1,8	2	1,8	1,9	1,7	1,7	1,7	1,5	1,7	1,6	1,7
Unit labor costs	x	x	x	x	2,1	1,4	2,5	1,5	1,1	2,3	1,6	2,4	1,4
Payroll employment	1,2	0,8	0,7	1,1	1	0,5	1,6	1,2	1,1	1,6	1	1,5	0,9
% of labour force													
Unemployment rate	4,6	4,6	5,1	5	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,6	4,6	4,7	4,7
% of nominal GDP													
Current account	2,4	2,4	2	1,9	2,4	2,6	2,2	2,3	2,6	1,8	1,8	x	x
General government surplus/deficit	0,3	0,2	-0,1	-0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	0,3	0,5
Conditioning assumptions													
Oil price in USD/barrel	68,4	70	59,2	59	69,2	67,8	68,1	65,8	62,7	63	58	64	62
Short-term interest rate in %	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	-0,3	-0,1	-0,3	-0,3
USD/EUR	1,12	1,12	1,14	1,16	1,13	1,13	1,12	1,12	1,12	1,12	1,11	1,14	1,16

Source: OECD, IMF, European Commission.

Source: OeNB, WIFO, IHS.

1) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per

last update on 23.05.2019 11:45

last update on 27.06.2019 15:20

Source : OeNB

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Vienne (adresser les demandes à vienne@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur :

Service Économique de Vienne
Adresse : Reisnerstrasse 50/10
1030 Vienne
Autriche

Rédigé par : Susanne Maynhardt, Pascal Chaumont, Matthieu Herbelin
Relu par : Claire Thirriot-Kwant, Conseillère économique

Version du 8 juillet 2019

Version originelle : Septembre 2013

Rédaction achevée le 5 juillet 2019